

RAPPORT

La pertinence de Wilhelm Röpke dans un monde post-totalitaire

RICHARD EBELING * • Juin 2018



Un économiste irlandais de ma connaissance, aujourd'hui retraité, avait étudié à la fin des années 1950 à l'Institut universitaire de Hautes Études Internationales de Genève. Il m'expliqua que lorsque Wilhelm Röpke entrait dans la salle de séminaire, il y avait, comme il le dit si bien, « comme de l'électricité dans l'air ».

Il est facile de comprendre pourquoi, ne serait-ce qu'en parcourant l'un des nombreux ouvrages de Röpke. Le lecteur se sent souvent comme transporté à travers le temps en compagnie d'un prophète de l'Ancien Testament l'avertissant des feux de l'enfer et du châtement attendant l'humanité en raison de ses faiblesses et de ses déficiences morales.

Il ne fait aucun doute qu'à une époque où les sciences sociales en général et les économistes en particulier se vantent de leurs méthodes scientifiques dépassionnées et « objectives », Röpke pourrait paraître dépassé. Wilhelm Röpke a souvent écrit dans un style emporté et ne cessa jamais de dénoncer un monde qu'il croyait sincèrement engagé dans une mauvaise direction tant sur le plan moral que sur le plan économique.

Beaucoup de lecteurs contemporains peuvent être rebutés par ce style et ses avertissements tonitruants, sans apprécier la tradition intellectuelle qui l'inspirait ou sans comprendre le contexte historique dans lequel il se situait.

Röpke, un penseur des Lumières

Bien qu'il ait beaucoup critiqué le « rationalisme » des Lumières qu'il considérait comme l'une des raisons des égarements du monde occidental, Röpke était fortement ancré dans la tradition des philosophes moraux et des penseurs libéraux du dix-huitième siècle.

* L'auteur est professeur d'éthique et de libre entreprise à l'université militaire The Citadel aux États-Unis et membre du conseil académique de l'Institut Libéral.

Cela s'illustre par son souci constant de contribuer à notre compréhension de l'ordre naturel des choses, y compris de la nature humaine, et de parvenir à des conclusions mesurées sur la façon dont l'humanité peut et doit vivre, en fonction de la raison humaine, de l'expérience historique et d'une conscience éthique élevée découlant de son sens religieux.

En parallèle, Röpke était en partie l'héritier du romantisme du dix-neuvième siècle. Il rejetait certes la désapprobation du commerce et l'ignorance des qualités intrinsèques de l'économie de marché qui lui étaient inhérentes, mais Röpke chérissait la nostalgie d'un ordre social basé sur les communautés locales au sein desquelles chacun connaissait ses voisins et où les citoyens formaient les institutions intermédiaires qui fournissaient l'aide et le confort nécessaires aux individus qui auraient été autrement isolés ou en difficultés.

La Grande Guerre : la libération du démon du collectivisme

De sa naissance en Allemagne en 1899, à l'aube du vingtième siècle, Röpke gardait en mémoire une vision du monde ancrée dans les idées et les idéaux de liberté personnelle et de liberté économique, parfois mis à mal dans la pratique, qui semblèrent disparaître lorsque les idéologies collectivistes et étatistes engendrèrent la catastrophe de la Première Guerre mondiale, dont il vécut l'horreur en servant en tant que soldat.

Le monde d'après-guerre, en particulier dans son Allemagne natale, semblait déchiré : une défaite inattendue, un traité de paix humiliant, des troubles sociaux que l'ordre établi essayait de dissiper, un radicalisme nationaliste et socialiste qui luttait pour le contrôle du pays et qui semblait couper le pays de ses amarres culturelles et, finalement, une hyperinflation destructrice qui mina la classe moyenne et provoqua la ruine financière du pays.

De plus, avait débuté en Russie en 1917 une expérience violente, brutale et meurtrière dans le but de « construire le socialisme », avant même la fin de la Grande Guerre. Les révolutionnaires marxistes avaient déclaré leur intention de détruire toutes les institutions « bourgeoises » de la société civile et de construire en leur place un glorieux « paradis du travailleur » dans lequel toutes les croyances, les valeurs et les institutions de l'ordre social précédent auraient été jetées dans « la poubelle de l'histoire ». Une grande expérience de constructivisme « rationnel » mettrait en œuvre le nouvel ordre collectiviste en abolissant la propriété privée, la société de profit, le système de marché et les remplacerait par la planification centrale socialiste à laquelle tous seraient subordonnés et dont le succès justifierait pratiquement tous les sacrifices.

Dans le sillage immédiat du triomphe du communisme russe après une guerre civile sanglante de trois ans qui assura le pouvoir à Lénine et aux bolcheviks, le prochain démon collectiviste émergea en Italie sous la forme du mouvement fasciste de Mussolini, qui arriva au pouvoir en 1922. C'est Mussolini, rappelons-le, qui a inventé le terme « totalitaire », avec sa doctrine de « tout pour l'État, rien en dehors de l'État et rien au-dessus de l'État ». Le nationalisme absolu était un contrepoint du socialisme communiste, en rejetant comme lui le libéralisme individualiste et l'économie de marché et en mettant en place sa propre forme de planification centrale corporatiste.

C'est cependant avec l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler et de son mouvement national-socialiste dans l'Allemagne de Röpke en janvier 1933 que les idéaux du libéralisme, de l'individualisme humaniste, de l'économie de marché et du règne du droit furent entièrement démantelés. Le national-socialisme n'était pas simplement le « socialisme des imbéciles », comme cela fut parfois observé, mais un véritable socialisme racialisé et collectiviste. Le sang et les gènes permettaient d'identifier et de définir une personne. De cette réalité et de cet arbitraire, il n'y avait pas de fuite possible. Au cours des années 1930, des violences de rue éclatèrent, puis l'ostracisme social ainsi que la persécution légale des Juifs se mirent en place, une doctrine qui aboutit finalement à la Seconde Guerre mondiale et à ses génocides effroyables au nom de la pureté raciale et de la grandeur de la nation.

Le courage personnel de Röpke face au collectivisme nazi

En 1933, Röpke était un jeune trentenaire, économiste prometteur et respecté à l'Université de Marburg. Il aurait été facile pour lui de se conformer à ce nouvel ordre national-socialiste émergent, comme tant d'autres personnes « de sang pur non-juif ».

Au lieu de cela, il prit la position d'un humaniste libéral et chrétien. Le 8 février 1933, une semaine après qu'Hitler fut nommé chancelier allemand, Röpke prononça un discours public mémorable à Francfort-sur-le-Main avec le titre « Fin d'une époque ? ». Il déclara que l'Allemagne était désormais en proie à une « révolte contre la raison, contre la liberté et l'humanité ». Le national-socialisme, selon lui, était une attaque contre les fondements de la civilisation occidentale. La marque d'une société civilisée était « le rejet des principes de violence en faveur du principe de la raison ». Le nazisme représentait une « barbarie intolérante » renvoyant à la servitude, à l'irrationalisme et à la brutalité. Röpke avertit ses concitoyens : « Une nation qui cède à la violence s'exclut de la communauté de la civilisation occidentale. »

Röpke se prononça tout aussi publiquement contre la purge des professeurs et des étudiants juifs des universités qui débuta en avril 1933. Les nazis le dénoncèrent alors comme un « ennemi du peuple » et lui retirèrent son poste de professeur à l'Université de Marburg. Ce n'est toutefois qu'après un échange violent avec deux voyous nazis envoyés chez lui pour le « raisonner » que Röpke décida de quitter l'Allemagne pour sa propre sécurité et celle de sa famille.

Dans un premier temps, il trouva un poste en Turquie, à l'Université d'Istanbul, où il contribua notamment à la restructuration du programme d'études de sciences sociales. Puis en 1937, il put pourvoir un poste d'enseignant à l'Institut universitaire de Hautes Études Internationales de Genève. Un poste qu'il occupa jusqu'à sa mort prématurée en février 1966 quelques mois avant son soixante-septième anniversaire.

Avec la montée et la propagation du communisme soviétique, du fascisme italien et du national-socialisme allemand dans les années 1930 et jusqu'au début des années 1940, le crépuscule de la liberté et du libéralisme semblait être tombé sur le monde occidental. Mais Röpke n'était pas fataliste. Il était persuadé que l'humanité avait en elle le pouvoir et l'énergie de se battre pour renouer avec la raison et s'éloigner des tendances collectivistes totalitaires et de ses diverses manifestations criminelles.

À trois reprises durant la Seconde Guerre mondiale, des opportunités de quitter l'Europe lui furent offertes pour accéder à des postes universitaires aux États-Unis, afin d'échapper à la tyrannie qui se répandait sur le continent et d'obtenir une plus grande sécurité personnelle pour lui-même et sa famille. Il choisit de décliner chacune de ces offres. Nous savons évidemment aujourd'hui que la Suisse resta inoccupée pendant toute la durée de la guerre. Mais en 1940, 1941, 1942 ou même 1943, il paraissait risqué de parier sur le maintien de cette situation. La Suisse demeura une île de démocratie et de liberté dans l'océan totalitaire des tyrannies nazie et fasciste. La nation alpine aurait cependant pu être victime d'une invasion nazie, ce qui aurait certainement amené à l'arrestation, à l'emprisonnement et à la mort de Röpke.

La trilogie de Röpke pour une société humaniste

Au lieu de quitter l'Europe, Röpke choisit de rester à Genève et consacra ses connaissances et ses talents à l'écriture de sa fameuse trilogie *La Crise sociale de notre temps* (1939), *Civitas Humana* (1944) et *Ordre international et intégration économique* (1945).

Il est difficile de rendre justice en quelques mots à ces œuvres profondes et d'expliquer pleinement leur influence sur un large public de lecteurs en Suisse, dans le reste de l'Europe et aux États-Unis ainsi que l'impact des exemplaires transmis en contrebande en Allemagne nazie. Grâce à ces travaux, et à bien d'autres, Wilhelm Röpke fut l'un des pères spirituels du relèvement économique et politique allemand dans les années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale.

Son ami de longue date et ancien collègue de l'Institut universitaire de Hautes Études Internationales, l'économiste autrichien Ludwig von Mises, déclara après la mort de Röpke en 1966 :

« Pour la plupart, les récentes décisions raisonnables et bénéfiques en matière de politique monétaire et commerciale de l'Allemagne sont à mettre au crédit de l'influence de Röpke. Avec le regretté Walter Eucken, ils sont à juste titre considérés comme les auteurs intellectuels à l'origine de la résurrection économique de l'Allemagne. [...] Les futurs historiens diront qu'il était non seulement un grand érudit, un professeur renommé et un ami fidèle, mais avant tout un homme courageux qui n'a jamais eu peur de professer ce qu'il considérait être juste et vrai. Au milieu de la décadence morale et intellectuelle de son époque, il était le signe avant-coureur du retour à la raison, à l'honnêteté et à une situation politique saine. »

L'ingénierie sociale et le « culte du gigantisme »

Quels sont les thèmes sous-jacents des trois œuvres de Röpke rédigées en temps de guerre ? Son analyse et ses critiques portaient avant tout sur l'émergence et la domination croissante de l'ingénierie sociale dans la société. Röpke, tout comme d'autres auteurs à l'instar de Friedrich Hayek, était profondément méfiant et inquiet envers le rationalisme constructiviste à la base de l'état d'esprit collectiviste qui identifiait partout des institutions « irrationnelles » ayant émergé de manière non planifiée et ne reflétant pas une organisation délibérée selon des principes présumés d'ordre et de justice.

Durant les années 1930, cet état d'esprit se reflétait dans les rassemblements politiques tenus dans des stades ou des structures gigantesques, où de vastes foules s'aggloméraient avec un enthousiasme fanatique pour soutenir de prétendus surhommes prêts à guider et diriger des sociétés entières selon des plans imposés à tous. C'est ce que Röpke nommait le « culte du gigantisme » et cela regroupait les plans centralisés de l'État, les constructions surdimensionnées ou les usines de production de masse, réduisant l'humanité à ce qu'il nomma « l'état de termites », dans lequel l'individu se conforme aveuglément à de grands projets collectivistes et à des plans imaginés par des instances supérieures.

L'usage abusif de la raison et la déshumanisation de l'homme

L'une des tâches de la raison, selon Röpke, était de comprendre les usages et les limites de la raison elle-même, qui pouvait devenir une assertion présomptueuse servant à repenser, à planifier et à contrôler une société tout entière. L'homme moderne était devenu dément en accordant une confiance démesurée à sa puissance intellectuelle ; il s'imaginait pouvoir tout faire et refaire. L'idée de la planification de la société par l'État avait engendré une foi mal placée à l'égard du quantitatif et du mesurable.

L'humanité a ainsi été réduite à diverses formes de mesures statistiques qui lui ont retiré ce qui la distingue et qui constitue les qualités humaines : les convictions, les valeurs, la moralité, le sens de l'émerveillement et l'excellence individuels. La dimension humaine est perdue dans une société où tout est délibérément fait « plus grand que la vie » et où l'individu ne peut plus se voir et se concevoir autrement qu'une petite chose sans importance.

Dans cette « transition » vers le quantifié et le mesuré, l'homme perd également son rôle et sa place dans l'histoire. Or celle-ci est une composante essentielle de la communauté humaine, y compris dans le cadre de la famille, des amis, des associations, de la culture et de la civilisation, qui constituent l'humanité et la distinguent des autres formes de vie terrestre.

Cette dérive était parfaitement observable dans la vie quotidienne du collectivisme : l'économie planifiée était une économie déshumanisante dans laquelle l'individu était forcé par l'État à n'être plus qu'un rouage dans la machine du « progrès social » ou de la « grandeur nationale ».

En outre, l'apparente « inévitabilité » de la planification centrale socialiste signifiait aussi la perte de l'ordre institutionnel qui avait donné à l'individu une marge d'autonomie personnelle, permis la coordination du réseau complexe de la division du travail et fourni les mesures incitatives ainsi que les opportunités pour le développement et l'amélioration des conditions de vie de l'humanité : un cadre légal fondé sur le droit et une économie de marché ouverte et concurrentielle.

L'irrationalité économique et la tyrannie humaine du socialisme

Röpke partage avec les économistes autrichiens tels que Ludwig von Mises et Friedrich Hayek une allégeance ferme à la science économique et à l'expérience historique : en raison de l'abolition du système de prix générés par le marché, qui permettent le calcul économique et donc l'utilisation rationnelle de

ressources rares pour servir les fins de consommation de chaque membre de la société, la planification centrale conduit nécessairement au « chaos planifié ».

Röpke souligna cependant aussi que le marché décentralisé et concurrentiel préserve la liberté individuelle. La tyrannie est d'autant plus apparente si l'État contrôle et dirige les affaires économiques. Les dictatures totalitaires sous toutes leurs formes – le communisme soviétique, le fascisme italien ou le national-socialisme allemand – ont clairement montré que la domination de l'État sur l'économie impliquait également la domination de l'État sur chaque individu composant la société.

Une économie humaine contre le « capitalisme historique »

En écrivant sa trilogie en temps de guerre, Wilhelm Röpke était convaincu que la « tyrannie brune » du national-socialisme allait enfin se terminer en Allemagne comme dans le reste de l'Europe. Mais comment une nouvelle société humaine pourrait-elle renaître ? Röpke était un admirateur des grandes révolutions libérales du dix-huitième et du dix-neuvième siècles, qui avaient renversé la monarchie absolue et l'avaient remplacée par un gouvernement constitutionnel plus limité. Elles avaient mis fin à l'esclavage et à la société des statuts et introduit l'égalité en droit pour tous, en vertu de la primauté du droit. Ces changements avaient permis d'abolir les restrictions économiques et les réglementations mercantilistes qui touchaient tous les aspects de la vie économique, et libéré l'esprit d'entreprise qui ne tarda pas à amener des améliorations économiques sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Néanmoins, Röpke faisait une distinction entre ce qu'il appelait « l'économie de marché » et le « capitalisme historique ». L'idée d'un système de marché vraiment libre consiste à développer des marchés ouverts et compétitifs, motivés par la satisfaction des exigences des consommateurs et où l'innovation entrepreneuriale serait la règle. Ce marché doit être soutenu par un système monétaire solide empêchant les abus de l'inflation, en le basant sur une commodité réelle telle que l'étalon-or, qui fournit un environnement économique stable et permet de donner une véritable valeur à l'unité monétaire, tout en offrant un point d'ancrage pour assurer et promouvoir la paix et l'expansion du commerce international. Une monnaie fondée sur la préservation de la propriété privée permet de respecter tous les contrats conclus.

« Le capitalisme historique », par contre, décrit la façon dont la société de marché s'est réellement développée dans le monde occidental. Cela ne correspond souvent pas à l'idéal de l'économie de marché. Historiquement, le capitalisme a grandi sur la structure hiérarchique de l'Ancien Régime qui se

caractérisait par ses privilèges et ses faveurs gouvernementales : l'État encourageait les monopoles et intervenait de multiples manières dans le marché et les relations sociales en général.

Il y avait des aspects du développement du capitalisme historique que Röpke trouvait inacceptables et incompatibles avec une économie de marché. Il dénonçait en particulier la concentration des populations dans les zones urbaines, ce qui selon lui revenait à « prolétarianiser » la société, et à la transformer en une « masse » sans visage et sans racines. Il percevait dans ce phénomène une destruction des institutions intermédiaires de la société civile, des communautés « à taille humaine » qui permettent de tisser des liens entre les gens.

La lecture de certaines parties de *Civitas humana*, l'un des derniers traités de Röpke, amène le libéral à se demander si, parfois, l'auteur n'était pas plutôt « écologiste » sur les questions d'environnement et de population et « anti-business » sur les questions concernant la publicité, la commercialisation de la société et l'offre de produits dans l'unique but du profit.

Mais malgré l'ensemble de ses critiques de ce qu'il considérait être les aspects les moins reluisants de l'évolution de l'économie de marché, Röpke était catégorique qu'il n'existait pas d'alternative économique ou éthique à l'ordre du marché. Il pensait cependant que cette économie de marché devait être liée à des principes moraux et à des contraintes institutionnelles pour empêcher le système de saper sa propre capacité à fonctionner et à faciliter le progrès humain.

Si les dangers pour la civilisation occidentale et l'économie de marché, au cours de la première moitié du vingtième siècle, étaient liés au collectivisme totalitaire, dans la période d'après-guerre ce sont de nouvelles menaces qui apparaissent. Même si elles ne semblent pas aussi dangereuses que le national-socialisme allemand ou les guerres mondiales, Röpke craignait qu'elles ne détruisent la vitalité et la viabilité de la société libérale.

Le rôle de l'État-providence dans l'affaiblissement de la société

Ces nouvelles menaces sont l'État-providence et l'inflation. Röpke, bien sûr, n'était pas opposé à certaines aides minimales, ciblées et temporaires, qu'il considérait comme une responsabilité essentielle envers les personnes en détresse nécessitant un soutien matériel et social. Une société décente et humaine ne peut pas exister sans ce sentiment d'obligation communautaire pour les personnes qui ne peuvent subvenir à leurs besoins de façon autonome.

L'incapacité de maîtriser complètement les conséquences les plus difficiles des changements rapides qui s'étaient produits avec l'industrialisation et

l'urbanisation du dix-neuvième siècle avait cependant ouvert la porte à l'accusation facile de la « cruauté » du capitalisme et à l'émergence du socialisme comme solution hypothétique à ces craintes et à ces préoccupations.

Röpke considérait l'aide sociale comme une nécessité pragmatique pour assurer la transition de l'ère préindustrielle à la révolution capitaliste moderne qui allait effectivement non seulement permettre la sortie de la grande majorité des gens de la pauvreté, mais leur assurer un niveau de vie jamais atteint auparavant. Mais maintenant que le capitalisme avait réussi à fournir un niveau de vie décent et que de plus en plus d'individus et de familles avaient des moyens de subsistance suffisants, il trouvait que l'État-providence devenait inutile et contre-productif. Or les institutions sociales étatiques se sont de plus en plus imposées dans le paysage politique et social des pays occidentaux.

Röpke se demandait comment une société dynamique pouvait être maintenue si un nombre croissant de ses citoyens étaient réduits à une nouvelle forme de prolétarisation sous la tutelle permanente de l'État. Pour lui, l'objectif de la société devait être de rendre chaque citoyen le plus indépendant et le plus autonome possible, avec un sens du devoir et de responsabilité civile, afin qu'il puisse porter volontairement assistance aux individus de sa communauté qui auraient vraiment besoin d'aide.

Röpke accusait l'État-providence de déshumaniser un nombre croissant de personnes, non seulement en les rendant totalement dépendantes de l'État pour leur subsistance matérielle, mais en déshumanisant également les contribuables qui fournissent les moyens financiers de la redistribution aux bénéficiaires des programmes étatiques.

Il rejoint la pensée de Bertrand de Jouvenel en faisant valoir que la richesse n'est pas qu'un moyen de maintenir sa vie dans le confort, le luxe et la facilité. Elle est également le moyen par lequel les plus fortunés de la société jouent leur rôle dans le maintien d'une société morale par la charité et la philanthropie, en soutenant ceux qui font face à une détresse. Cela leur permet également de préserver une culture sociale à travers le don de leur temps que leur richesse leur permet. De plus, c'est par cette bonne conduite et cette bienveillance sociale que la transmission intergénérationnelle des valeurs et de la notion du « juste » sont transmises aux enfants et aux petits-enfants. Cette organisation civile est un élément central permettant la continuité et la préservation des vertus, des traditions et des valeurs.

Avec le transfert de richesses par l'entremise de prélèvements obligatoires et d'impôts d'une partie de la société à une autre, voire de l'ensemble de la société à elle-même, le maintien de la culture philanthropique de la société civile

n'est pas seulement menacé, mais les gens se sentent également moins intéressés ou concernés par leurs devoirs et responsabilités sociales. Il devient plus commode de simplement déclarer : « J'ai payé mes impôts, je ne dois plus rien à personne. Il est du devoir de l'État de s'occuper des problèmes de la société ; ce n'est pas de mon ressort ! »

De plus, Röpke releva un autre élément essentiel qui se produit avec l'État-providence : la vraie redistribution ne se passe pas entre Pierre et Paul, mais de Pierre à l'État, qui a ensuite les moyens et le pouvoir de déterminer qui est digne de disposer de ses ressources et dans quelle mesure. Les personnes et les institutions intermédiaires de la société civile sont dépréciées et laissées à la merci des législateurs et des bureaux administratifs de l'État.

Röpke expliquait également que l'État-providence ne connaît aucune limite. Il n'a de cesse de se servir et de servir ceux qui bénéficient de ses largesses. C'est un consommateur insatiable de revenus, de richesses et de libertés des membres de la société. Röpke craignait qu'il continue à absorber de plus en plus de richesses et à agrandir son emprise sur la société. L'évolution proportionnelle des dépenses sociales en Occident – malgré la croissance de la prospérité – tend à lui donner raison.

Les dommages économiques et éthiques de l'inflation

C'est aussi pour cette raison que Röpke exprima son inquiétude envers le danger constant de l'inflation. Lorsque les impôts ne peuvent plus être augmentés et que les coûts de nouveaux emprunts deviennent excessifs pour la dette publique, la troisième option de financement budgétaire du gouvernement est d'utiliser la création monétaire.

Bien sûr, la mémoire de la grande inflation allemande du début des années 1920 a laissé sa marque sur Röpke, comme sur toute la génération qui vécut cette catastrophe monétaire. L'argument central de Röpke est qu'une société libre et prospère doit reposer sur de l'argent stable et honnête qui assure le bon fonctionnement des marchés et des échanges commerciaux et financiers. Ce n'est qu'ainsi que les acteurs du marché peuvent faire des évaluations rationnelles et raisonnables comme bases de leurs choix de consommation, d'investissement ou de production. C'est particulièrement le cas des entrepreneurs, qui guident les processus productifs et coordonnent les décisions d'investissement à la source de l'innovation, du développement et de l'amélioration de la qualité de vie des citoyens.

Pour Röpke, l'argent basé sur une matière première tel que l'étalon-or traditionnel comprenait également une dimension éthique : il créait un lien entre l'effort de travail et la rémunération et assurait que chacun reçoive son juste dû en fonction de sa contribution à la production. L'étalon-or ancrerait les transactions sur un moyen d'échange qui ne pouvait que difficilement être manipulé par l'État pour subrepticement détourner les ressources de la société, tout en nourrissant l'illusion que les gouvernements peuvent faire des cadeaux « gratuits » sans affecter le bien-être de la société dans son ensemble.

Jusqu'à présent, je me suis efforcé de résumer et d'interpréter la vision du monde de Wilhelm Röpke, sa critique politique, économique et éthique et l'analyse qu'il effectua durant les décennies du milieu du vingtième siècle. La prochaine étape sera beaucoup plus ambitieuse : qu'est-ce que Wilhelm Röpke aurait à nous dire aujourd'hui dans les premières décennies du vingt-et-unième siècle ? Quelle est sa pertinence pour notre temps ?

Je voudrais proposer une réponse à la fois générale et spécifique. Si nous observons l'actualité, je n'ai aucun doute sur le fait que Röpke aurait maintenu les mêmes avertissements qu'à son époque.

En premier lieu, la dissolution et disparition du totalitarisme soviétique ne l'aurait pas surpris. Durant les années 1950 et au début des années 1960, il avait suggéré qu'en dépit de sa puissance militaire et géopolitique expansionniste – contre laquelle il a imploré l'Occident de rester fermement opposé par sa force tant militaire que morale – le collectivisme communiste en tant qu'idéologie ne conduisait qu'à sa propre destruction.

Les contradictions internes du communisme, la nécessité de recourir à la force brutale afin de maintenir son contrôle sur les « nations captives » d'Europe orientale comme la Hongrie et la Pologne et son échec économique étaient pour lui les signes avant-coureurs que son pouvoir et son emprise sur les esprits des hommes étaient en déclin.

Si Röpke avait vécu la chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, il se serait réjoui mais n'aurait guère été surpris car, comme le totalitarisme nazi, le totalitarisme soviétique était destiné à être relégué à « la poubelle de l'histoire ».

Néanmoins, je doute fort qu'il aurait partagé l'avis de ceux qui, avec la fin de la guerre froide, déclarèrent la « fin de l'histoire » et le triomphe apparent de la démocratie libérale sur ses rivales. Il aurait plutôt insisté sur le fait que les mêmes problèmes inhérents au collectivisme restent bien présents dans nos démocraties occidentales.

La menace perpétuelle de l'État-providence

L'Occident semble encore aujourd'hui à la dérive et perd peu à peu ses amarres historiques. Tout d'abord, il y a le déclin continu de l'individualisme éthique, une philosophie qui insiste sur le caractère unique et distinctif de l'être humain. Quels qu'aient pu être les aspects questionnables du capitalisme historique que Röpke avait observés, je crois qu'il continuerait de dénoncer prioritairement les conséquences de l'État-providence, qui continue d'imprégner les démocraties occidentales.

Les dépenses publiques dans les pays avancés représentent près de 40 à 60 pour cent du produit intérieur brut, avec une moyenne européenne située aux alentours de 50 pour cent en 2018. Wilhelm Röpke aurait vu cela comme un signe révélateur du pouvoir grandissant de l'État et de l'affaiblissement parallèle de la liberté et de la responsabilité individuelles.

Il soutiendrait certes qu'une société se doit d'avoir une variété de « filets de sécurité » sociaux afin de soutenir ceux qui sont dans le besoin, mais aussi que les dépenses de l'État doivent être limitées pour empêcher l'empiètement de l'État-providence sur les institutions intermédiaires de la société civile, ne pas entraver les solutions volontaires qui en émanent et ne pas se substituer à l'économie de marché, qui crée le bien-être matériel.

Pour réaliser une économie humaine et une société civile forte, comme pour résoudre les problèmes sociaux et communautaires, les solutions de marché sont plus appropriées que l'État-providence. Röpke aurait opté pour la mise en place d'alternatives privées s'appuyant sur des associations civiles locales plutôt que de céder au paternalisme politique généralisé et d'engendrer l'explosion des dépenses publiques.

L'Union européenne : une voie erronée vers l'intégration

Röpke aurait très probablement eu un regard critique sur ce qu'est devenue l'Union européenne, qui avait débuté dans les années 1950 comme une noble idée afin d'amener les ennemis de deux guerres mondiales – l'Allemagne et la France – dans une interdépendance mutuellement bénéfique à travers la liberté du commerce, permettant ainsi de réduire la probabilité de nouvelles guerres européennes.

Dans la première moitié des années 1960, Röpke rédigea plusieurs articles s'opposant à l'intégration et à la centralisation forcées des affaires politiques et économiques dans la communauté économique européenne. Röpke

était toujours à la recherche d'une voie médiane tenant compte à la fois de l'interprétation historique et de l'économie politique. Cela se reflète une fois de plus dans sa critique de la direction prise par la communauté européenne.

Il explique plus d'une fois dans ses écrits que l'économie mondiale de la fin du dix-neuvième au début du vingtième siècles, bien qu'imparfaite, avait atteint un degré élevé de mondialisation et d'intégration sans la nécessité d'organisations internationales ou suprarégionales imposant un ordre commun à l'humanité. Cette intégration mondiale avait été encouragée et rendue possible parce que les grandes nations du monde – tout en étant loin d'être cohérentes – avaient été guidées dans leurs politiques internationales individuelles par l'esprit du libéralisme, qui cherchait clairement à séparer l'économie du politique. À cette époque, ce furent la Grande-Bretagne et les États-Unis, avec la Suisse, qui portèrent au plus haut l'étendard de cette idée libérale.

Lorsque toutes les grandes nations du monde pratiquent l'éthique du libéralisme économique à un degré important dans leurs propres pays, cela se reporte naturellement et nécessairement sur la communauté internationale et amène une amélioration significative de la liberté du commerce, de la liberté des investissements financiers et de la libre circulation des personnes. Bien sûr, en raison de l'émergence de l'État-providence moderne dans l'Allemagne impériale, accompagnée d'une montée du nationalisme, le libéralisme était déjà fortement affaibli au début du vingtième siècle. Ce sont néanmoins les principes libéraux et leur mise en pratique qui permirent à l'Europe et à l'Amérique du Nord de vivre dans un monde particulièrement prospère et pacifique jusqu'au cataclysme de la Grande Guerre.

L'intégration européenne après la Deuxième Guerre mondiale, en revanche, était guidée par l'esprit d'ingénierie sociale qui tentait de transformer la diversité de l'Europe avec ses histoires nationales et ses développements culturels et linguistiques distincts en une institution centrale et homogène intitulée « États-Unis d'Europe ». Röpke avait également dénoncé le fait que l'autonomie financière des États-membres allait conduire inévitablement à des conflits et menacerait de déstabiliser l'ensemble de l'Union européenne en raison des malversations budgétaires des gouvernements nationaux respectifs.

Il y a plus d'un demi-siècle, Röpke soutenait donc qu'une solution durable ne pourrait pas venir d'une intégration forcée et d'une intensification de la centralisation par une autorité politique à l'échelle européenne. Pour lui, ce serait tout simplement une version renouvelée du collectivisme et de la planification centralisée qui produirait les mêmes effets désastreux que lors des décennies précédentes.

Dans l'un de ses derniers articles publiés en 1966, Röpke réaffirma « la place de la nation » dans les affaires européennes : il analysait que, tout comme le nationalisme avait été le terreau fertile des animosités et des conflits qui secouèrent l'Europe dans la première moitié du vingtième siècle, une européanisation imposée ou forcée à travers l'intégration politique provoquerait des réactions similaires et d'autres conflits.

Toujours à la recherche de la voie médiane, Röpke n'aurait certainement pas été un « eurosceptique » forcené. Il aurait considéré que les réactions nationales contre ce que certains désignent comme les « diktats » de Bruxelles étaient des réponses inappropriées envers les planificateurs centraux de l'Union européenne. Une véritable diversité des institutions à travers laquelle l'idée et l'idéal du libre-échange libéral aurait été la pierre angulaire de la communauté européenne, sans commandement centralisé, est le seul moyen de trouver un juste milieu réparateur.

L'analyse économique et éthique de la libre circulation des personnes

Enfin, on peut se demander ce qu'aurait été le message de Röpke envers la récente crise migratoire que traverse l'Europe. En fait, il a écrit à ce sujet dans une étude de 1950 sur « les obstacles aux migrations » pour le comité suisse de la Chambre de commerce internationale. La caractéristique essentielle d'une communauté libérale des nations devrait être le principe de la liberté de mouvement des personnes. Refuser aux gens la liberté de se déplacer vers des lieux où le despotisme n'est pas présent revient à les contraindre à l'assujettissement à l'esclavage par leurs gouvernements.

Röpke ne croyait évidemment pas aux « frontières ouvertes » sans aucune restriction. Il reconnaissait le droit de chaque société d'avoir un désir raisonnable de maintenir sa propre culture, sa langue et son ordre politique, qu'un flot illimité de migrants pourrait menacer de noyer.

Mais il définissait la quasi-totalité des arguments économiques contre l'immigration comme des sophismes protectionnistes. Tant qu'une société n'a pas atteint une certaine population « optimale » hypothétique en termes de productivité du travail, l'augmentation du nombre de travailleurs décidée par les marchés (et non par l'État) étend les possibilités de division du travail et permet une amélioration substantielle du bien-être économique.

Une bonne politique d'immigration devrait certainement être ouverte aux personnes hautement qualifiées et aux professionnels d'autres pays, en particulier ce qu'il appelait « les personnes provenant des classes entrepreneuriales,

managériales et intellectuelles ». Mais cette politique d'ouverture devait également permettre aux personnes peu ou non qualifiées de venir compléter les carences et les lacunes du marché du travail national.

Encore une fois, Röpke soutenait qu'une des causes majeures des tensions et de l'opposition à une plus grande ouverture à l'immigration était l'État-providence. Dans une société ouverte et compétitive avec un gouvernement limité à ses fonctions régaliennes et à l'établissement de filets de sécurité véritablement minimaux au niveau local, l'arrivée de davantage de main d'œuvre se traduit par un élargissement du marché du travail avec des avantages économiques tant pour les « indigènes » que pour les migrants.

Dans une société où l'État prend de plus en plus de responsabilités paternalistes, en revanche, la vie humaine est nécessairement « nationalisée » et l'État doit substituer la liberté de mouvement par un contrôle des frontières afin de respecter la promesse de tous les faux « droits » qu'il souhaite garantir à ses citoyens. Une économie politisée signifie un peuple politisé avec un État ayant pour tâche de superviser et de dicter qui peut entrer et sortir du territoire sur lequel il a le pouvoir redistributif.

Société libérale contre totalitarisme théologique

En conclusion, on peut se demander comment Röpke aurait analysé la menace de l'islamisme radical. Un lecteur avisé pourrait estimer qu'il l'aurait probablement considéré comme l'incarnation d'un totalitarisme théologique, défini comme une idéologie religieuse qui articule une vérité avec un grand « V », exigeant que tous se conforment à l'interprétation politique d'un texte religieux afin de créer un État théocratique dans lequel la liberté de conscience et les échanges pacifiques entre les individus seraient violemment réprimés et punis lorsqu'ils transgresseraient « la volonté de Dieu ».

Si l'on extrapole à partir de ses arguments sur la façon dont les totalitarismes nazi et communiste devaient être affrontés, Röpke aurait probablement affirmé que l'islamisme ne peut pas être combattu sans avoir préalablement identifié les valeurs occidentales qui doivent être défendues, le point essentiel étant le respect du caractère unique de chaque être humain, qui ne peut pas être considéré et traité comme un pion sacrificable au nom d'une cause collectiviste, qu'elle soit séculière ou religieuse.

Il dirait, comme il l'a dit en 1933 dans le sillage immédiat de l'accession d'Hitler au pouvoir, que la civilisation occidentale a été fondée sur les idéaux de la raison, de l'argumentation et de la persuasion pacifique, et non par la brutalité, la

force et la cruauté. Le chemin de la vraie connaissance et de l'appréciation du transcendant doit venir de l'intérieur de l'individu lui-même et ne peut être imposé par la contrainte, sans trahir la véritable signification et la valeur spirituelle et morale d'un être humain.

Un libéralisme humain, tolérant et pacifique est fondé sur les droits de l'individu, y compris ses libertés civiles inaliénables et incontestables, et la primauté du droit impartial dans les relations sociales. Une société civile se doit également d'être dotée d'institutions intermédiaires, dont les associations religieuses et communautaires sont souvent des éléments essentiels, et d'une économie de marché ouverte et concurrentielle fondée sur la propriété privée. Ce n'est que dans ces conditions qu'une société peut être durable et résistante et faire contrepoids aux appels de fausses utopies comme cette version récente du totalitarisme théologique.



INSTITUT LIBÉRAL

Impressum

Institut Libéral
Place de la Fusterie 7
1204 Genève, Suisse
Tél.: +41 (0)22 510 27 90
Fax: +41 (0)22 510 27 91
liberal@libinst.ch

Ce rapport est basé sur la conférence de l'auteur tenue le 16 avril 2016 dans le cadre du Congrès Wilhelm Röpke à Genève.

Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur www.institutliberal.ch.

Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle. Toutes les publications et communications de l'Institut contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.
Copyright 2018, Institut Libéral.